

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'environnement, de l'énergie et de
la mer, en charge des relations internationales
sur le climat

Direction générale de l'aménagement, du
logement et de la nature

Direction de l'eau et de la biodiversité

Sous-direction des espaces naturels

Bureau du réseau Natura 2000

**Instruction du Gouvernement du 15 juillet 2016
relative au processus de désignation des sites Natura 2000 complémentaires
au-delà de la mer territoriale**

NOR : DEVL1607809J

(Texte non paru au *Journal officiel*)

**La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le
climat,
Le ministre de la défense,
La secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité
à**

Pour exécution :
Préfets maritimes

Pour information :
Secrétariat général du Gouvernement
Secrétariat général de la mer (SGMer)
Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI)
Secrétariat général des ministères de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du logement et de
l'habitat durable
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) du ministère de l'environnement, de
l'énergie et de la mer
Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de la mer
Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) du ministère de l'environnement, de l'énergie
et de la mer
Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de la mer
Commandants de zone maritime
Préfets de régions littorales
Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) littorales
Directions interrégionales de la mer (DIRM)
Préfets de département littoraux
Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)
Agence des aires marines protégées (AAMP)
Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)

Résumé : Cette instruction précise les modalités administratives et techniques de constitution de nouvelles propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale, en application des directives 92/43 CEE « Habitats-faune-flore » et 2009/147/CE « Oiseaux ».

Catégorie : Mesure d'organisation des services		Domaine : Energie, Environnement	
Type : Instruction du gouvernement	<input checked="" type="checkbox"/> et /ou	Instruction aux services déconcentrés	
<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	
Mots clés liste fermée : Energie, Environnement		Mots clés libres : Natura 2000	
<p>Texte (s) de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ; - Directive 92/43 CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ; - Articles L 414-1 et suivants, R 414-1 et suivants du code de l'environnement ; - Arrêtés du 16 novembre 2001 modifiés le 13 juillet 2005 et le 19 avril 2007 fixant la liste des habitats naturels et des espèces pouvant justifier la désignation de sites Natura 2000 en France, au titre de l'article L.414-1, I et II, premier alinéa ; - Feuille de route du 28 octobre 2013 relative à la désignation des sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale. 			
Circulaire(s) abrogée(s) : non			
Date de mise en application : Immédiate			
<p>Pièce(s) annexe(s) : 4 annexes</p> <p>Annexe A : Rôles des préfetures maritimes, des différents services de l'Etat et des établissements publics dans le processus de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale</p> <p>Annexe B : Lignes directrices en vue de la délimitation des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale</p> <p>Annexe C : Procédures de consultation réglementaire et d'information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale</p> <p>Annexe D : Procédure de transmission des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, au ministère de la Défense et au Muséum national d'histoire naturelle</p>			
N° d'homologation Cerfa : non			
Publication	<input checked="" type="checkbox"/> B.O.	<input checked="" type="checkbox"/> Site Circulaires.gouv.fr	<input type="checkbox"/> Non publiée

I) Contexte, objectifs, et calendrier du processus de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

À ce jour, le réseau de sites Natura 2000 est constitué de 209¹ sites comportant une partie maritime (151 sites mixtes et 58 sites entièrement marins) et couvre plus de 41 461 km² de surface marine.

Conformément à l'évaluation de la suffisance de ce réseau de sites Natura 2000 en mer par la Commission européenne dans le cadre de séminaires biogéographiques en 2009 et 2010, il est nécessaire de compléter ce réseau en proposant de nouveaux sites à la Commission européenne (CE) pour l'habitat « récifs », le grand dauphin, le marsouin commun et les oiseaux marins² au-delà de la mer territoriale au second semestre 2016.

Conformément à la jurisprudence communautaire, le réseau Natura 2000 en mer doit en effet couvrir aussi bien la mer territoriale que la zone économique exclusive (ZEE) et le plateau continental (arrêt de la CJUE C-6/04 du 20 octobre 2005).

Ainsi, suite à la feuille de route qui vous a été adressée le 28 octobre 2013, la présente instruction définit les modalités de constitution des propositions de sites Natura 2000 nécessaires pour tendre vers un réseau cohérent et représentatif de sites Natura 2000 pour les habitats naturels marins et les espèces marines d'intérêt communautaire présents en France, et que vous mettrez en œuvre.

En 2014 et en 2015, l'association des acteurs conduite à la fois aux niveaux national, international et à l'échelle des façades maritimes, a permis d'expliquer la démarche aux partenaires, de présenter les grands secteurs d'intérêt écologique identifiés par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) sur la base de critères scientifiques et de cartographier les activités en présence au niveau de ces grands secteurs susceptibles d'impacter les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Il s'agit à présent pour vous, de délimiter des périmètres de sites Natura 2000. En application de l'article R. 414-3 du code de l'environnement, vous êtes chargés d'établir les propositions de sites Natura 2000 (propositions de zones de protection spéciales et propositions de sites d'importance communautaire). À cette fin, vous vous appuyerez sur les directions interrégionales de la mer (DIRM) et les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) concernées, en fonction de leur champ de compétences, ainsi que sur l'Agence des aires marines protégées (AAMP) et sur le MNHN. Vous trouverez, en annexe A, des précisions sur le rôle des différents services de l'État et des établissements publics dans ce processus de désignation de propositions de sites Natura 2000.

Cette phase d'identification de propositions de nouveaux sites Natura 2000 s'inscrit dans l'objectif de compléter le réseau Natura 2000 en mer, afin d'assurer au niveau des futurs sites, à travers des mesures de conservation adaptées, la conservation ou le rétablissement, dans un état favorable à leur maintien à long terme, des habitats naturels et des populations d'espèces d'intérêt communautaire justifiant la désignation des sites Natura 2000.

¹ Données issues des FSD pour le nombre de sites et du SIG pour les superficies (base Natura 2000, envoi de septembre 2015).

²Cf. la liste indicative française des oiseaux marins susceptibles de justifier la création de zones de protection spéciales. Rapport MNHN-SPN 2007/5

II) Présentation des différentes étapes du processus de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

A) Délimitation des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

Le MNHN, en liaison avec son réseau d'experts et sur la base des données recueillies principalement dans le cadre de récents programmes d'acquisition de connaissances scientifiques, a identifié, en fonction de leur importance écologique à la lumière des meilleures connaissances disponibles, des grands secteurs d'intérêt écologique pour les récifs et des grands secteurs d'intérêt écologique pour le grand dauphin, le marsouin commun et les oiseaux marins, au-delà des eaux territoriales, dans les régions biogéographiques marines Atlantique et Méditerranée.

Vous trouverez à l'annexe B (points 1 et 2) les références bibliographiques relatives aux rapports scientifiques du MNHN ainsi que des informations cartographiques et descriptives sur les grands secteurs retenus au titre de la présente instruction.

Il vous appartient à présent de délimiter :

- pour chacun des grands secteurs « récifs » au moins un site Natura 2000, en tant que proposition de site d'intérêt communautaire au titre de la directive « Habitats, faune, flore » ;
- pour chacun des grands secteurs « oiseaux / mammifères marins », au moins un site Natura 2000, en tant que proposition de zone de protection spéciale au titre de la directive « Oiseaux » et un site Natura 2000 en tant que proposition de site d'intérêt communautaire au titre de la directive « Habitats, faune, flore ».

Vous pourrez regrouper ces propositions de sites, en tenant compte des enjeux de conservation des grands secteurs concernés, tout en respectant la distinction entre zone de protection spéciale au titre de la directive « Oiseaux » et proposition de site d'intérêt communautaire au titre de la directive « Habitats, faune, flore », de manière à limiter la production de formulaires standards de données et le rapportage ultérieur.

Vous pourrez aussi, le cas échéant, lorsque des grands secteurs d'intérêt pour les récifs d'une part, pour les oiseaux et mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun) d'autre part, se superposent, délimiter des sites couvrant des zones identiques, de façon à optimiser la gestion future de ces sites. Il est rappelé que les enjeux de conservation seront identifiés à l'échelle du site dans son ensemble, rendant préférable une approche distinguant des sites plus spécialement dédiés aux « récifs » d'une part et ceux consacrés aux « mammifères marins » (grand dauphin et marsouin commun) d'autre part.

Vous pourrez également identifier des sites en dehors de ces grands secteurs, ou bien dépassant de leurs limites. Vous vous attacherez à identifier l'espace biologiquement nécessaire à la conservation des récifs concernés en favorisant la représentativité des différentes unités écologiques fonctionnelles décrites pour ceux-ci. Vous vous attacherez de même à définir pour les populations d'espèces concernées des unités écologiques cohérentes et fonctionnelles.

Vous mènerez ces travaux en concertation et bénéficierez d'un soutien en expertise du MNHN et de l'Agence des aires marines protégées de manière à bien apprécier les exigences scientifiques fixées par les directives « Habitats, faune, flore » et « Oiseaux ».

La délimitation des propositions de sites Natura 2000 devant être fondée sur des critères et motivations scientifiques, les activités humaines pourront être prises en compte dans la délimitation des propositions de sites Natura 2000 dès lors qu'elles ne remettent pas en cause la représentativité, la suffisance et la cohérence du réseau de sites Natura 2000 au niveau national. Par ailleurs, elles seront prises en compte dans la gestion des sites Natura 2000, lors de la définition des mesures de conservation des habitats et espèces, dans le cadre des documents d'objectifs.

Vous trouverez à l'annexe B, point 3, des recommandations en vue du passage des grands secteurs aux propositions de sites Natura 2000.

B) Consultation réglementaire et information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

Il est essentiel que cette ultime phase dans la constitution du réseau de sites Natura 2000 en mer soit soigneusement expliquée. Vous vous attacherez aussi à dégager un consensus sur vos propositions. C'est le gage de la réussite de cette politique et de son appropriation par les acteurs concernés.

En application de l'article R. 414-3 point II du code de l'environnement, vous devrez recueillir l'accord du commandant de zone maritime sur les périmètres proposés pour les propositions de sites Natura 2000.

De plus, afin d'assurer une bonne information sur ces propositions de sites Natura 2000, et d'obtenir la meilleure adhésion des acteurs locaux, vous pourrez procéder à votre initiative à des associations supplémentaires.

Vous trouverez en annexe C des précisions sur les types de consultation réglementaire et d'information à mener, et sur la composition des dossiers de consultation réglementaire et d'information relatifs aux propositions de sites Natura 2000.

C) Transmission des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale au MEEM et au MINDEF, et des informations géographiques, techniques et scientifiques correspondantes au MNHN

Afin de respecter les engagements pris par la France auprès de la Commission européenne et en vue des séminaires biogéographiques qui seront organisés prochainement par la Commission européenne pour ré-évaluer la suffisance du réseau de sites Natura 2000 en mer, vos propositions de sites Natura 2000 devront être transmises le plus tôt possible au niveau national, et impérativement **6 mois après la date de signature de la présente instruction.**

Nous vous demandons de bien vouloir nous tenir informés régulièrement de l'état d'avancement du processus, notamment en me communiquant les propositions de sites Natura 2000 identifiées avant de lancer les phases de consultation réglementaire et d'information sur les propositions de sites Natura 2000, et de me faire part des difficultés que vous rencontreriez.

Vous trouverez en annexe D des précisions sur les modalités de transmission des propositions de sites Natura 2000 et sur la composition des dossiers de transmission de ces propositions au directeur de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM), au directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la défense (MINDEF) et au directeur du service du patrimoine naturel du MNHN.

Le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer transmettra ensuite ces propositions de sites Natura 2000 pour information aux autres Etats-membres concernés, ainsi qu'aux comités consultatifs régionaux (CCR) des pêches concernés. Il consultera, sur ces propositions, le MNHN, afin d'évaluer la suffisance globale du réseau des sites Natura 2000 ainsi complété pour les récifs, les oiseaux et les mammifères marins (grand dauphin et marsouin commun), à l'échelle de chacune des régions biogéographiques Méditerranée et Atlantique. Une consultation interministérielle sera ensuite organisée, afin de définir les propositions de sites Natura 2000 qui seront adressées à la Commission européenne, au second semestre 2016. Nous vous tiendrons informés de l'avancée de ces différentes étapes.

La présente instruction du Gouvernement sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Le 15 juillet 2016.

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Signé

Ségolène ROYAL

Le ministre de la défense,

Signé

Jean-Yves LE DRIAN

La secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité,

Signé

Barbara POMPILI

Sommaire des annexes de l'instruction du Gouvernement relative au processus de désignation des sites Natura 2000 complémentaires au-delà de la mer territoriale

Annexe A : Rôles des préfectures maritimes, des différents services de l'Etat et des établissements publics dans le processus de désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

- 1) Processus de délimitation des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale, sous le pilotage des préfets maritimes
- 2) Procédure de désignation des sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale par la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, et par le ministre de la défense

Annexe B : Lignes directrices en vue de la délimitation des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

- 1) Références bibliographiques relatives aux rapports scientifiques du MNHN
- 2) Présentation des grands secteurs d'intérêt écologique au niveau desquels il convient de délimiter des propositions de sites Natura 2000
- 3) Passage des grands secteurs aux propositions de sites Natura 2000
- 4) Conséquence de la désignation de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale en termes de gouvernance et de gestion

Annexe C : Procédures de consultation réglementaire et d'information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

- 1) Types de consultation réglementaire et d'information à conduire sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale
- 2) Contenu du dossier de consultation réglementaire sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale
- 3) Contenu du dossier d'information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

Annexe D : Procédure de transmission des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale au MEEM, au MINDEF et au MNHN

- 1) Procédure de transmission des propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale
- 2) Composition du dossier papier de transmission de la proposition de site Natura 2000 au-delà de la mer territoriale
- 3) Composition du dossier électronique de transmission de la proposition de site Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

Fiche 1 (cf. annexe B, point 2) : Liste des grands secteurs d'intérêt écologique au niveau desquels il convient de délimiter des propositions de sites Natura 2000

A - Fiches synthétiques pour l'habitat récifs (1170), région biogéographique marine Atlantique

B - Fiches synthétiques pour l'habitat récifs (1170), région biogéographique marine Méditerranée

C – Fiches synthétiques pour les oiseaux et mammifères marins, régions biogéographiques marines Atlantique et Méditerranée

Fiche 2 (cf. annexe C, point 1) : Formulaire de consultation réglementaire du commandant de zone maritime dans le cadre de la procédure de désignation de sites Natura 2000

Fiche 3 (cf. annexe D, point 2) : Recommandations pour remplir le formulaire standard des données

Fiche 4 (cf. annexe D, point 2) : Prescriptions communes aux cartes des propositions de sites (échelles, cartouches, coordonnées géographiques)

Fiche 5 (cf. annexe D, point 2) : Fiche de synthèse de consultation réglementaire et de motivation de la proposition de site exclusivement située au-delà de la laisse de basse mer